

Résumé de l'intervention de Malgorzata sur le thème de la transition juste

Université d'été 2024 – Plénière 5

L'expression « transition juste » est entrée dans le courant politique dominant et l'idée est officiellement et financièrement soutenue par l'Union européenne. Pourtant, un examen plus attentif des anciens pays socialistes, qui devraient actuellement connaître ou finaliser des transitions justes de leurs régions charbonnières, révèle un certain nombre de défis. Dans mon discours, je me référerai principalement aux exemples des régions charbonnières polonaises ainsi qu'à la région de la vallée de Jiu en Roumanie.

Les pays post-socialistes ont tous connu une transition rapide, de type thérapie de choc, d'une économie planifiée à un marché libre néolibéral, qui comprenait des privatisations à grande échelle et, dans une large mesure, laissant de côté les ambitions de l'État de contrôler et/ou de co-crée une politique industrielle. C'est encore un dogme pour la plupart des politiciens de la région que « le marché doit décider » et la meilleure chose que l'État puisse faire est de réduire les impôts pour les investisseurs étrangers. Si l'on ajoute à cela la faiblesse des structures syndicales (également un héritage de cette transition), on se rend compte que personne n'est réellement en mesure de garantir l'élément clé de tout processus de transition juste : la préservation des lieux de travail (sans parler de leur qualité).

Alors que certaines des régions analysées, comme la vallée du Jiu roumain, tentent de construire une nouvelle économie et une nouvelle identité régionales autour d'activités telles que le tourisme (y compris le tourisme industriel) et les loisirs et autres services connexes, personne n'a atteint des niveaux d'emploi comparables à l'époque de l'industrie minière. De plus, étant donné que les petites et moyennes entreprises sont plus vulnérables aux crises, la transition axée sur les petites entreprises mérite-t-elle même le nom de transition juste ? Ou s'agit-il seulement d'une tentative d'atténuer les pires effets des fermetures de mines ?

Un autre problème majeur rencontré dans la planification d'une transition juste est la méfiance à l'égard des communautés locales, qui peuvent souvent difficilement imaginer un avenir sans mines pour leurs régions. Se souvenant bien des fermetures d'usines des années 90, les sociétés post-socialistes ne sont pas désireuses de croire que l'industrie puisse être rapidement remplacée par des services, etc. Il existe des tensions entre les ONG vertes et les syndicats, et les fausses nouvelles sur la politique européenne du charbon peuvent se propager facilement. La construction du capital social et la facilitation des activités de base parmi des personnes dont les opinions n'ont presque jamais été prises en compte constituent un autre défi pour la transition juste dans l'Europe post-socialiste, si elle veut réussir.

